

Projet : **Déplacement d'une clôture, création d'un portail pour modification de l'accès au parking.**

Adresse projet : **avenue Amédée Mercier - 01000 BOURG EN BRESSE**

Destinataire :
RENAULT TRUCKS DIRECTION IMMOBILIERE représentée par Monsieur WEGERICH Serge

Objet : Dossier incomplet (Art. R. 423-38 du Code de l'Urbanisme) et **majoration du délai d'instruction** (Art. R. 423-42 du Code de l'Urbanisme)

Monsieur,

Vous avez déposé le 05/07/2023 un dossier de Déclaration préalable (DP).

Dossier incomplet

Je vous précise qu'à ce jour votre dossier ne comprend pas l'ensemble des pièces exigées par le Code de l'Urbanisme, et qu'il vous appartient, afin de permettre son instruction, de faire parvenir les plans et documents suivants :

- DP4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10a) du code de l'urbanisme].
 - Joindre une élévation de la clôture et portail, préciser leur hauteur.

Vous disposez de 3 mois, à compter de la date de notification de cette lettre, pour déposer l'intégralité des pièces et informations manquantes, **sur le Portail Usager Urbanisme**, <https://portail.siea-sig.fr/sve>, via votre espace personnel.

Dans le cas contraire, vous serez réputé avoir renoncé à votre projet et votre demande fera l'objet d'une décision tacite d'opposition, conformément à l'article R. 423-39 du Code de l'Urbanisme.

Majoration du délai d'instruction

D'autre part, je vous informe qu'en raison de la situation et/ou de la nature de votre projet, le délai d'instruction de votre demande doit être modifié.

En effet, votre projet se situe dans le périmètre de protection d'immeuble(s) classé(s) ou inscrit(s) au titre des monuments historiques et requiert, en application de l'article R. 425-1 du code de l'urbanisme une consultation auprès de l'Architecte des Bâtiments de France. Le délai d'instruction de votre demande est majoré par le code de l'urbanisme (article R.423-24) et est porté à 2 mois.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun qui vous a été indiqué au moment du dépôt du dossier en mairie. Le nouveau délai d'instruction commencera à courir à compter de la réception de la totalité des pièces manquantes par la mairie.

En conséquence, si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité compétente à la fin du délai de **2 mois**, après le dépôt de toutes les pièces manquantes, votre projet fera l'objet d'une autorisation tacite.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Fait le 21/07/2023,
Pour le Maire, Jean-François DEBAT,
Par délégation,
Le responsable du Pôle Instructeur,



Vincent HYVERNAT

Nota Bene :

Conformément à l'article R.423-45 du Code de l'Urbanisme, je vous informe que le délai d'instruction de votre demande d'autorisation d'urbanisme est susceptible de faire l'objet d'une prolongation exceptionnelle en application de l'article R.423-35 du code de l'urbanisme qui dispose que : « Lorsque la délivrance du permis ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est subordonnée à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France, le délai d'instruction est prolongé de deux mois lorsque les travaux portent sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques et que l'autorité compétente en matière d'autorisations d'urbanisme a saisi le préfet de région ou le préfet de Corse d'un recours en cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France. »